

## **Algérie : Confession du Général-major X : « Je ne demande même pas pardon »**

***A mon compatriote algérien, que j'ai trahi, que j'ai volé, et dont j'ai compromis l'avenir, je fais cette confession, sur les crimes innommables que nous avons commis, mes pairs et moi. Ou devrais-je dire mes compères. Je suis appelé à quitter cette vie à très brève échéance. Mon identité sera connue après ma mort.***

Lorsque nous interrompîmes l'arrêt du processus électoral, en 1992, des hommes d'une grande rigueur intellectuelle, même s'ils étaient viscéralement opposés à l'islamisme, ont eu le courage d'aller à contre-courant de la psychose ambiante. Ils nous ont dénoncés sans nuances.

Ils ont été trop rares malheureusement, et leurs voix ont été étouffées par les millions de lâches.

Le complot qui fut la suite logique de l'interruption du processus électoral, en 1992 n'a été possible que parce que trop de consciences se sont tues.

Il est difficile d'en expliquer les ressorts cachés qui l'ont animé, et ce qu'il en a résulté.

Je ne m'approfondirais pas trop sur le sujet, et je me limiterai à en dire les vérités les plus cruciales, parce que le sujet est trop complexe pour être abordé d'une manière aussi superficielle que celle que je m'impose dans cette confession.

Dans les dossiers qui seront bientôt rendus publics, se trouvent des informations très fouillées sur les événements qui ont découlé de cet événement, sur les pratiques de ceux qui l'ont piloté.

Mais mes aveux, et tout ce que pourront entreprendre les Algériens pour se libérer n'auront de sens que si ce mouvement parvient à se situer dans un ensemble bien plus vaste que celui de notre seul pays. Sinon cela ne servirait à rien. Parce que le mal est bien plus diffus qu'on ne croit.

Si les Algériens parviennent à se libérer, sans intégrer l'évidence que la cause de leur malheur est bien plus importante que le piètre régime qui les a colonisés, alors ils tomberont de Charybde en Scylla.

Il importe, avant de revenir sur les pénibles circonstances qui ont plongé notre pays dans le malheur, qu'ils soient situés dans leur contexte, que les mécanismes qui les meuvent, et qui sont au cœur même de la nature humaine soient mis en lumière.

On a souvent tendance, lorsqu'on stigmatise un régime prédateur, de faire comme s'il était la conséquence d'abus, et de dysfonctionnements endogènes. Et pour bien accentuer toute sa monstruosité, on s'évertue à le comparer aux démocraties occidentales.

Pour toutes les âmes simples, il n'y a pas photo, comme on dit. D'un côté un régime atroce, une association de malfaiteurs, qui concentre entre ses mains l'ensemble des pouvoirs, qui opprime ses concitoyens et qui les dépouille, qui érige des façades d'Institutions, juste pour faire semblant, et de l'autre, des Etats démocratiques, avec de vraies élections, de vrais élus du peuple, un partage des pouvoirs entre de vraies Institutions, le respect des Droits de l'Homme, une presse libre, et tutti quanti.

Dans la réalité, malheureusement, cette vision des choses procède d'une simplification à l'emporte-pièce, qui enferme les multitudes dans une impasse de l'esprit.

L'Allégorie de la caverne de Platon est très significative à cet égard. Parce que les peuples se sont adaptés à la vie qu'ils subissent, où dont ils rêvent, jusqu'à être convaincus que c'est la seule possible qu'ils ont.

Il ne vient pas à l'idée du plus grand nombre de chercher à comprendre ce qui est au delà du visible.

Et si d'aventure quelqu'un cherchait à les convaincre qu'ils sont enchaînés à une logique qui n'est pas la vie, et que leur vision de celle-ci n'est que partielle, il prêcherait dans le désert. On le traiterait de farfelu, ou de théoricien du complot.

En fait, il n'y a pas un seul régime prédateur au monde qui aurait pu exister et prospérer s'il n'avait été aidé par ces mêmes démocraties occidentales à prendre le pouvoir ou à le garder. J'en sais quelque chose moi-même, puisque nous n'aurions jamais pu parvenir à nos fins sans la bénédiction de ces Puissances.

Il existe entre elles et nous des relations très subtiles, souvent destinées à entretenir le change. Où il est de bon ton, pour nous, de ne pas rater une occasion pour les stigmatiser, de les traiter d'impérialistes, de leur demander de faire acte de repentance pour la colonisation, et pour elles, de nous rappeler à l'ordre, de temps à autre, de dénoncer certaines de nos pratiques les plus excessives, et de faire semblant de s'indigner pour des actes que nous avons commis, alors qu'ils savaient ce qui allait se passer avant même qu'il n'ait eu lieu.

Ce fut le cas, par exemple lorsque nous avons interrompu le processus électoral, où lorsque nous fîmes assassiner le Président Boudiaf. Jamais nous ne serions passés à l'action, si nous n'avions eu le feu vert. Tacite ou implicite. C'est comme ça que ça se passe.

Tous les régimes despotiques ne parviennent à prendre le pouvoir et le garder qu'avec la bénédiction active des puissances occidentales qui les contrôlent.

Cette vérité est tellement évidente qu'elle en est devenue improbable.

Ces dirigeants d'Etats qui se disent de Droit ont à notre endroit, et à celui de nos peuples, une attitude purement et exclusivement mercantile. Nous sommes pour eux des clients particulièrement fructueux, puisqu'en plus de leur permettre d'engranger de gros dividendes, nous leur sommes utiles en bien des choses.

Nous alimentons secrètement leurs campagnes électorales, leurs comptes en Banque secrets, nous permettons à leurs clientèles de venir se servir chez nous, nous commandons à leurs cabinets d'experts privés des études de toute sorte, que nous leur payons grassement, et nous leur servons de pions pour leurs grandes parties d'échecs, dont les gains sont nos propres ressources naturelles.

Tout est bon dans le mouton.

Nous servons même à leurs politiques intérieures, à leur donner l'occasion d'agiter l'épouvantail de nos migrants, et nous leur permettons de montrer à leurs peuples qu'ils ne sont pas si mal lotis que ça, comparés aux nôtres.

Les gens, de manière générale, sont convaincus que les oligarchies n'existent que dans nos pays. Rien de plus faux.

Les vraies oligarchies, les vraies ploutocraties, les plus puissantes, puisqu'elles tiennent le monde entier sous leur coupe, et conduisent l'humanité entière à sa perte, sont dans le monde qu'on dit développé.

Les sociétés occidentales sont conditionnées bien plus laborieusement que les nôtres.

Enchaînées par des dynamiques de consommation dévastatrices, elles ne parviennent plus à discerner les évidences de la domination financière.

Elles se croient vraiment libres, démocratiques, vivant dans des Etats de Droit, puissants et fondés sur des valeurs humanitaires. Et sans le savoir, sans même ressentir le besoin de se poser des questions pourtant lancinantes, ces sociétés ignorent qu'elles sont devenues des foules abruties par un besoin effréné de consommer plus, toujours plus, jusqu'à menacer d'épuiser les ressources de toute la planète, jusqu'à compromettre de façon irréversible l'avenir des générations futures.

La notion même de progrès y est totalement dévoyée, puisque celui-ci ne répond plus à des besoins normaux, si je peux dire, mais à des besoins superficiels, artificiels, créés par la classe qui dirige le monde.

C'est une course folle, et totalement imbécile, vers des victoires à la Pyrrhus, comme ce surarmement dont presque personne n'a vraiment idée, comme la massification du luxe inutile, le gaspillage de la nourriture, l'exploitation effrénée des hydrocarbures, des forêts, des mers.

Les premières civilisations humaines sont nées il y a moins de 5000 ans, mais depuis, l'Homme n'a cessé de se fourvoyer dans des voies qui ne pouvaient mener qu'à des guerres, à des carnages, des bouleversements humains.

Toutes ces civilisations se sont distinguées par une constante essentielle. Les hommes ou les groupes d'hommes qui ont pris le contrôle de leurs semblables n'ont trouvé qu'un seul moyen de se maintenir à leur tête : Celui qui leur permet d'exploiter d'autres hommes. Plus la multitude aurait de possibilités de voler, de coloniser, de réduire en esclavage, et de pressurer d'autres peuples, et plus elle aurait le sentiment d'avoir accédé à la grandeur, à la suprématie, à la supériorité.

Et plus elle consommerait de biens, plus elle se satisferait de ses dirigeants.

Avec le temps, et le peu de vrai développement qui se trouvait dans le faux progrès humain, les oligarchies ont conduit elles-mêmes des mouvements de société qui les ont habillées d'oripeaux démocratiques, et de professions de foi humanistes, sans en changer la véritable essence prédatrice.

Des succédanés de démocraties sont nés, des monarchies se sont mises au goût du jour, des dictatures du prolétariat se sont substituées, juste un moment, aux aristocraties, avant de faire régner la terreur.

Mais le substrat est resté le même.

Tous ces systèmes sont restés des bidules entre les mains de profiteurs, et de manipulateurs. Avec le temps, elles se sont complexifiées à un tel point qu'elles en sont devenues presque automatiques.

Elles en sont arrivées à fonctionner par elles-mêmes, quels que soient les individus qui les constituent. Mais un seul pouvoir, le seul vrai, celui de l'argent, les distinguera toutes.

L'être humain a besoin de consommer quelques kilos de viande par an. Je me rappelle moi-même, quand j'étais enfant, que nous ne mangions de viande qu'une fois par semaine, en petite quantité. Mon père était pourtant dans une situation financière relativement aisée, dans notre petite dechra. Mais tout le monde trouvait indécent de consommer de la viande tous les jours. Les bêtes nous faisaient vivre parce qu'elles produisaient pour nous, leur lait, leurs œufs, leur laine, et même leurs excréments qui nous servaient de combustible.

Aujourd'hui, dans les pays développés, la consommation de viande est d'environ 90 kg par individu et par an.

Pour répondre à cette demande, désormais intransigeante, il existe, dans le seul domaine du bovin, un cheptel de près d'un milliard et demi de têtes, élevés dans des conditions qui feraient dégoûter de la viande ceux qui pourraient les voir. Un chiffre qui va sans doute doubler au cours des vingt prochaines années, avec la croissance des pays émergent. Plus de 60% des cultures céréalières sont destinées à leur alimentation. De quoi nourrir largement le milliard d'être humains qui souffre de la malnutrition.

La production de cette alimentation du bétail bovin nécessite l'occupation de 80% des terres agricoles de la planète. En plus d'un volume effarant de la pêche qui finit en farine animale pour nourrir ce même bétail.

Tout ce gâchis ne sert qu'à nourrir moins de 10% de la population mondiale.

J'ai voulu te donner ces exemples, combien significatifs, pour te dire que ces occidentaux, tellement férus de beaux principes, et qui baignent dans leurs confortables convictions, ne savent pas, ou refusent de savoir, que pour ne pas se passer de leur Mac Do ou de leur rôti de veau, il faut sacrifier la vie d'un milliard de leurs semblables, qui ne connaissent même pas le goût de la viande, ni même celui de l'eau pure.

Ils ne savent pas qu'au moment où ils dégustent leur viande quotidienne c'est leur frère humain qu'ils privent de sa pitance de blé, de maïs ou de soja.

Et ce qui est encore plus stupide est qu'ils ne savent pas qu'ils n'ont pas besoin de toute cette viande, mais qu'ils ont été formatés pour l'acheter.

Parce que c'est dans l'intérêt des oligarchies qui les manipulent.

Parce que plus ils mangent de viande, et plus leurs oligarchies sont riches, et plus elles sont riches, plus elles sont puissantes.

Et ce n'est là qu'un seul parmi les nombreux autres supports de ces oligarchies qui tiennent le monde. Eradication des grandes forêts, agriculture intensive, pêche intensive, industrie du médicament, de la semence, des ressources hydrocarbures, des minerais, de l'automobile, de l'armement, et la liste est encore très longue.

L'Homme est resté un primitif qui s'ignore, au milieu d'une technologie de guerre des étoiles. Un homme préhistorique qui dispose des moyens technologiques pour éradiquer la vie sur terre, et qui ne sait même pas pourquoi il déploie des stratégies d'une infinie complexité pour avoir plus d'argent, et plus de pouvoir.

Juste un besoin irrépressible.

Un besoin inséminé.

Connaître cet aspect des choses est impérieux pour les peuples qui luttent pour leur libération, parce qu'ils ne changeront rien à leurs situations s'ils ne s'impliquent pas dans un mouvement plus vaste, plus radical, qui nécessite l'engagement de l'humanité toute entière.

Il est devenu urgent d'évacuer le prêt-à-penser, et de changer de mode de vie, si les hommes veulent conquérir le droit à la vraie vie. Sinon, dans l'absolu, leurs révolutions ne seraient qu'une incantation de circonstance, et même de la perte de temps, puisque le contexte qui a permis à leurs régimes de prendre le pouvoir restera le même, et que les mêmes fruits vénéneux continueront de pousser sur les mêmes buissons épineux.

Seules une prise de conscience planétaire, et une union sacrée de tous les humains, où qu'ils se trouvent, et quel que soit leur niveau de vie, pourront sauver l'Homme de lui-même.

J'en ai la profonde conviction.

Ce ne sera pas facile. Parce que les hommes n'ont plus la capacité de penser par eux-mêmes, encore moins de penser aux générations futures.

Seule une véritable révolution culturelle, et un nouveau socialisme, à visage humain cette fois-ci, pourraient ouvrir une nouvelle perspective à l'Homme.

Un socialisme qui hâterait l'avènement d'un âge d'or pour toute l'humanité.

Les adeptes de la bienpensance, lorsqu'ils te parlent des valeurs de la démocratie, insistent particulièrement sur certains mécanismes dont ils croient aux vertus absolues. Ils évoquent la séparation des pouvoirs, et oublient que celle-ci n'est que formelle.

Le pouvoir législatif est composé de gens qui ont été désignés par les forces de l'argent, bien souvent.

Le pouvoir exécutif, désigné dans les mêmes conditions, et redevable aux mêmes forces, prend garde à ne jamais sortir du cadre général qui lui a été imparti par celles-ci. Il influence fortement sur le Législatif et le Judiciaire, par des mécanismes savants qui lui permettent de mener la barque démocratie à sa convenance, ou plutôt à celle des vrais maîtres du jeu.

Dans cette vaste mise en scène, où ne manquent ni les professions de foi démocratiques ni la musique qui va avec, tout le monde oublie de relever que le plus important des pouvoirs, le seul vrai et tout-puissant, celui de l'argent, n'est mentionné nulle part.

Dans le savant échafaudage du mythe démocratique, on dit avoir consacré la séparation entre les pouvoirs législatifs, judiciaire et exécutif, mais personne n'a pensé, et pour cause, que le pouvoir financier n'est pas un serpent de mer.

C'est cette entité, ô combien réelle, et ô combien englobante, qui décide des règles du jeu, et de la conduite à tenir dans la gestion des affaires publiques, des relations entre Etats, et des stratégies internationales qui sont mises en place en fonction des intérêts bien compris de la caste qui veille au grain. A une dimension planétaire.

C'est précisément ce pouvoir là, qui est entre les mains d'une poignée d'hommes, que la révolution culturelle devra désigner aux peuples en ennemi qu'il faudra réduire.

C'est pourquoi je crois que seul un vrai socialisme, embrassé par l'humanité entière, pourra s'approprier ce pouvoir immense, le neutraliser, le contrôler, et le mettre au service des peuples.

Le jour où les peuples saisiront l'importance du pouvoir financier, et qu'ils en prendront totalement le contrôle, dans une vision non plus étriquée, de peuples qui se bouffent les uns les autres, mais de justice et d'équité, alors ils pourront s'atteler à construire un monde plus juste, débarrassé de ses vampires.

J'entrevois donc la crise de notre pays depuis un angle qui dépasse largement ses frontières, mais je t'ai promis des explications, et je ne m'y déroberai pas.

Avant même que le FIS ne soit officiellement reconnu, nous l'avons abondamment infiltré. Nous n'avons pas pu lui refuser l'accès à la scène politique, mais nous avons cherché à le contrôler avant même qu'il soit né, et nous y avons pleinement réussi.

Lors des élections communales, en 1990, il avait réussi à prendre les deux tiers des communes, dans tout le pays. C'est ce que nous voulions. Nous l'y avons même aidé.

Nous savions l'incompétence qui distingue ses élus, et l'inanité de leurs discours. Nous avons donc mis en place des mécanismes pour qu'ils se discréditent davantage aux yeux de la population.

Nous avons réduit à leur plus simple expression les budgets alloués à leurs communes, nous pervertissions systématiquement toutes leurs entreprises, et nous faisons tout pour les inciter à recourir à la corruption, au clientélisme et au favoritisme.

Les walis avaient reçu l'instruction de pousser les élus et leurs protégés à se servir, de fermer les yeux sur tous les privilèges indus qu'ils s'octroieraient.

Nous n'eûmes pas à faire trop d'efforts. Les nouveaux élus, malgré leurs professions de foi, se montrèrent particulièrement gourmands.

Les communes FIS étaient devenues, en l'espace de quelques mois seulement, des entités totalement ingérables.

L'incompétence et l'opportunisme des élus islamistes y a été pour beaucoup. Ils ont montré que derrière les discours moralistes se trouvaient des gens comme tout le monde, qui faisaient passer leurs intérêts personnels avant la chose publique.

Les populations commençaient réellement à regretter leur choix.

Au même moment, nous dotions les communes FLN de bien plus de moyens qu'ils n'en demandaient. Nous préparions ainsi un climat qui nous soit favorable pour les élections législatives qui devaient avoir lieu en décembre 1991.

En plus des bâtons que nous avons mis dans les roues des communes FIS, nous avons chargé le gouvernement de mettre en place un mode de scrutin, et un découpage électoral qui devait assurer la défaite du FIS. Dans le même temps, au même moment où nous mettions une sourdine aux discours des leaders du FIS les plus raisonnables, nous amplifions ceux des Savonarole de tout poil, c'est le cas de le dire, qui annonçaient l'avènement d'une République théocratique, avec tout ce que cela suppose de châtiments corporels, de contraintes vestimentaires et autres épouvantails susceptibles de faire peur à ceux de nos compatriotes qui craignaient de perdre le peu de libertés qui leur restaient.

Un leader du FIS avait déclaré que les Algériens devaient se préparer à changer leurs habitudes alimentaires et vestimentaires. Nous relayâmes cette opportune sortie, et nous l'amplifiâmes, jusqu'à créer une clameur publique.

Le premier leader du FIS, porté par l'enthousiasme de ses fidèles, et questionné par un journaliste qui lui demandait s'il ne craignait pas, en cas de victoire du FIS, une fuite massive des élites algériennes, lui répondit que s'il le fallait, l'Algérie importerait des bateaux entiers de cadres et d'enseignants de tout le monde musulman, et que les cadres algériens qui menaçaient de partir n'avaient qu'à plier bagages, que ce serait un bon débarras. Nos médias, et particulièrement la presse que nous avons créée de toute pièce, mit beaucoup de zèle à relayer ce genre de déclarations, et même d'en rajouter.

Nous pensions donc que la situation était mûre. Nous étions convaincus que les Algériens ne voteraient pas FIS. Parce que nous avons mesuré combien il s'était déprécié à leurs yeux, et combien nous l'y avons aidé.

Mais nous n'avons pas tenu compte du plus important. Que si les Algériens étaient déçus, voire effrayés par le FIS, ils l'étaient bien plus par nous.

Ils nous exécraient tellement qu'ils auraient voté pour quiconque leur promettait de nous chasser, de nous juger, de nous dresser des gibets.

Ils auraient voté pour le diable en personne, s'il pouvait les aider à se débarrasser de nous.

Et c'est ce que le FIS leur promit.

Ce fut donc un vote sanction.

Mais le FIS tomba dans le même aveuglement que nous. Lui non plus ne comprit pas que la majorité des électeurs n'avait pas voté pour lui, mais contre nous.

Et donc, malgré notre mode de scrutin, notre découpage électoral, notre action psychologique, le résultat des élections fut un coup de massue pour nous. Dès le premier tour, sur 231 sièges, le FIS en remporta 188, obtenant ainsi la majorité absolue à lui seul. Le FLN ne remporta que 15 sièges. C'est dire dans quelle considération on nous tenait.

Ce fut le branle-bas de combat au sein du régime. Nos amis occidentaux qui nous avaient fait confiance, et que nous avions assuré que le FIS ne passerait pas ont même commencé à prendre langue avec certains leaders islamistes. Ils voulaient rattraper leur erreur de jugement, et ne pas insulter l'avenir.

Fort heureusement pour nous, ils se rendirent vite compte que les islamistes étaient ingérables. Et ils décidèrent de continuer à miser sur nous.

Ils nous le firent savoir, et nous sommèrent d'arrêter les frais, à n'importe quel prix.

Le Chef de l'Etat, que nous avons consulté, pour connaître ses intentions, déclara publiquement qu'il était disposé à cohabiter avec le FIS.

Nous étions cernés de toute part, et nous ne savions plus que faire.

Mais le FIS allait nous aider, et nous montrer le chemin. Enivré par sa victoire, il ne se contenait plus.

Les plus modérés parmi ses leaders avaient senti que la situation risquait de se compliquer.

Ils usaient de retenue dans leurs discours, promettant de tourner la page du passé, de n'inquiéter personne, de chercher à obtenir un large consensus. Ces politiciens islamistes avisés et prudents contrarièrent considérablement ceux des nôtres qui voulaient opter pour une aventure, pour l'interruption du processus électoral.

Les Savonarole du FIS allaient nous en donner l'occasion. Ils multipliaient les déclarations outrancières, les menaces ouvertes contre nous. Ils nous sommaient déjà de rembourser les fortunes que nous avons amassées. Ils placardaient sur les murs les listes de dirigeants qu'ils promettaient de juger.

Un groupe restreint de chefs de l'Armée, dont j'étais, avait décidé de mettre un coup d'arrêt à la mésaventure.

Nous avons battu le rappel de nos clientèles respectives, en agitant à tous l'épouvantail des potences qu'on commençait à dresser.

Un large cercle d'officiers supérieurs nous rejoignit, quasiment tous les chefs importants de l'Armée.

L'un des nôtres, un général-major, celui qui exerçait une grande influence sur le Chef de l'Etat, fut dépêché en France, pour confirmer son accord pour un éventuel coup de force.

La France et les USA donnèrent le feu vert, en le mitigeant de recommandations qui se voulaient legalistes, juste pour la forme. Nous comprimes que tout ce qu'ils attendaient de nous est que nous ayons toute l'armée derrière nous.

Nous retournâmes dès lors voir le Président, et nous l'acculâmes. Il devait choisir : annuler les élections ou partir. Il opta pour le départ. Il démissionna.

Nous annonçâmes l'interruption de processus électoral et l'annulation des résultats.

Contrairement à ce qu'ont affirmé de nombreux observateurs, nous avons donc la certitude, au départ, que le FIS ne l'emporterait pas.

Sa victoire nous avait pris au dépourvu, et nous avons dû improviser. Mais nous allions vite nous rattraper.

Au début de l'aventure qui commençait, nous ne cherchions qu'à sauver notre peau, nos familles, nos fortunes. A plus forte raison que dès l'annulation des élections fut annoncée, le FIS appela le peuple à résister, et à défendre son choix.

Pendant quelques semaines, nous avons craint le pire, et nous avons fait procéder à des milliers d'arrestations préventives. Mais nous découvrîmes très vite, à notre grande satisfaction, que le peuple ne s'impliquerait pas.

Il n'avait voté FIS que pour nous chasser. Il ne se sentait pas concerné par la suite des évènements.

Cette passivité des Algériens nous encouragea à aller plus loin.

Nous avons vite éprouvé la nécessité de contrôler tous les évènements, de ne pas les laisser nous déborder. Et ainsi, de fil en aiguille, nous avons mis en place un vaste plan, pour neutraliser le FIS, retourner les populations contre lui, faire peur aux opinions publiques internationales.

Nous avons tout de suite prévu que l'insurrection était inévitable. Pour éviter qu'elle ne se prolonge dans le temps, nous avons opté pour une stratégie de provocation. Pour inciter les islamistes à entrer en guerre.

Plus vite, et plus massivement ils se décideraient, et plus vite nous nous pouvions les réduire.

Nous avons averti nos partenaires étrangers que nous tablions sur cent mille morts environ.

C'était le prix à payer, et nous étions prêts à l'assumer.

Nous étions d'autant plus sereins que nous avons réussi à infiltrer les islamistes de façon massive. Des centaines d'agents et d'indicateurs étaient en poste. Jusque dans les Etats majors du FIS.

Nous entreprîmes de le faire sortir du terrain politique, et de le contraindre à la violence. Il tomba dans le panneau.

Certains parmi ses militants commencèrent à rejoindre les maquis, d'autres à organiser des protestations de foule, après la prière du vendredi.

Nous n'hésitions pas à faire tirer dans le tas. Pour affirmer notre détermination, et rendre l'engagement irréversible.

Nous voulions plus de violence, pour en finir avec cette menace. Nous savions désormais que le peuple ne suivrait pas le FIS, mais nous avons décidé d'en finir avec lui de façon qui le discrédite définitivement aux yeux de la population.

Nous n'avions pas imaginé que la situation se compliquerait jusqu'à faire autant de victimes.

D'une certaine manière, nous n'avons pas été capables de gérer la situation que nous avons nous-mêmes créé, et qui nous a échappé.

Comme je te l'ai dit précédemment, c'est nous qui avons créé l'insurrection islamiste armée. Et c'est nous qui l'avons canalisé dans sa violence contre les populations civiles.

Cette violence dura une douzaine d'années. Nous avons réussi à avoir un contrôle presque total sur les groupes terroristes. Au point où même leurs fetwas sortaient de nos services.



Mais nous n'avions pas imaginé que le nombre de victimes puisse atteindre un tel niveau. Le président Bouteflika a été le premier à révéler un chiffre qui se rapproche un tant soit peu de la réalité.

Il a parlé de 200 000 morts.

Avant lui de quelques semaines, Ouyahia, le chef du gouvernement, un fidèle parmi les fidèles, qui fait montre de beaucoup de zèle à nous servir, parce qu'il rêve de devenir Président de la République, avait déclaré, en pleine conférence de presse, que le nombre de morts ne dépassait pas 35 000, tous imputables aux terroristes. Il fut donc contredit par le Chef de l'Etat. Mais malgré cela, ce dernier aussi ne donna pas le vrai chiffre, qui dépasse les 300 000 morts. En fait, Ouahala avait divisé par 10. Tout simplement.

Cette violence que nous avons manipulée, de bout en bout, jusqu'à créer ou à infiltrer tous les groupes islamistes armés, avait fait de nous les maîtres incontestés du pays.

Il en fut de même de l'AQMI, que nous avons créé, et que nous avons réussi à faire adouber par El Qaeda.

Voilà comment une dizaine de généraux constituèrent la junte qui devint maîtresse du pays.

Elle n'est pas tombée du ciel.

Ses membres les plus influents ont toujours fait partie du régime, depuis sa naissance, ou peu de temps après celle-ci.

Nous avons concentré entre nos mains non pas l'essentiel du pouvoir, mais sa totalité.

Plus personne ne bougeait une oreille.

L'Algérie était devenue notre propriété, et celle de nos amis occidentaux. Puis celle de nos amis du Golfe, lorsque nous autorisâmes Bouteflika à devenir le Chef de l'Etat, après avoir accepté toutes nos conditions. Nous disposions de tout le pays selon notre bon plaisir, pour parler vrai.

Nous avons mis en place une organisation d'une redoutable efficacité, une machine bien huilée.

Nous décidions de tout, et les Institutions de façade que nous avons mises en place étaient pour nous autant de faire-valoir.

Nous étions une junte d'une douzaine de généraux, plus ou moins importants, qui disposaient de tout le pays, à leur guise, avec droit de vie et de mort sur quiconque. Un droit seigneurial dont nous nous servons sans compter.

Au premiers temps de la violence que nous avons déchainée, les ressources du pays n'étaient pas celles qui affluent aujourd'hui, depuis que le prix du baril a atteint des pics inespérés.

Nous prenions donc ce que nous permettait la situation. Nous avons mis le pays en coupe réglée. Chacun de nous avait un monopole non-dit. L'un était Monsieur Blé, l'autre Monsieur Médicaments, et ainsi de suite. Les commissions pour les achats d'armement et d'équipements militaires étaient partagés entre nous tous.

Les choses ont bien changé depuis, mais le régime est foncièrement le même.

Les immenses réserves de change, que nous avons engrangé depuis que le pétrole a grimpé au plafond, près de mille milliards de dollars en une douzaine d'années, ont nécessité des réaménagements. Le pays était devenu beaucoup trop riche pour pouvoir être dirigé par un si petit groupe de gens. Nous avons dû élargir notre cercle.

Aujourd'hui, nous avons admis à notre tête, mais sous des conditions très strictes, le Président Bouteflika. Il est notre pater familias. C'est lui qui distribue la rente.

Il a cru nous diluer dans la masse, en nommant plus de cent cinquante Généraux, et des milliers d'officiers supérieurs. Il a cru les acheter en faisant remettre à chaque général nommé par lui une consistante enveloppe, et l'accès à de mirifiques privilèges.

Il a réussi à grignoter de vrais espaces de décision, mais nous gardons le levier de commande, nous les Généraux du DRS, anciens, et nouveaux. Nous avons néanmoins dû accepter que la rente soit totalement gérée par les frères Boutef. Leur rôle dans la nouvelle configuration est réellement décisif pour tout ce qui concerne la rente et les nominations. Autant dire l'essentiel.

Nous avons été contraints, par le nouveau contexte, de permettre à de nouveaux venus d'accéder à notre cercle. Des dizaines de nouveaux barons, dont les milliardaires que nous avons nous-mêmes fabriqués, qui étaient nos prête-noms, nos courtiers, avant de voler de leurs propres ailes.

Le clan présidentiel s'est révélé particulièrement vorace, et il enfourne des sommes colossales, qui se chiffrent en milliards de dollars. Mais nous n'en avons cure. Il y en a pour tout le monde, et tout le monde essaie de se ménager un avenir, loin du pays, pour le jour où il s'effondrera.

De nombreux observateurs ne comprennent pas pourquoi l'Algérie n'est pas entrée dans la dynamique des printemps arabes. L'explication en est, à la fois, simple et compliquée.

Simple parce que nous avons toujours brandi aux populations le retour aux années tragiques, en cas d'insurrection. Façon de leur dire que si elles bougent, nous les replongeons dans une autre décennie rouge, avec des centaines de milliers de morts.

L'explication est compliquée, parce qu'il y a toute une palette de causes combinées.

D'abord et surtout parce que nos amis occidentaux n'ont aucun intérêt, bien au contraire, à ce que les Algériens se révoltent. Ils auraient trop à perdre.

Ensuite parce que nous nous sommes servis de cette faramineuse rente pétrolière et gazière, pour procéder à une corruption de masse.

Nous avons dépensé des centaines de milliards de dollars pour nous ménager des alliés naturels au sein du peuple, puisque des pans entiers de la population sont devenus nos complices, à des niveaux divers. Ils ont accédé à des statuts et à des fortunes qu'ils n'auraient jamais espérées.

Sur ce plan, Bouteflika est un génie. Il a fait du pays un immense bazar. Il dépense sans compter pour acheter du n'importe quoi, au point où tous les Maghrébins viennent aujourd'hui en Algérie s'approvisionner en produits de toute sorte.

Les policiers, les gendarmes et les militaires ont bénéficié d'augmentations de salaire qui leur permettent de vivre dans l'aisance. Ils sont tous véhiculés, logés, pleins aux as. Ils tueraient père et mère si quelqu'un tentait de changer les choses. Et ils sont plus d'un demi-million.

La nouvelle bourgeoisie, spécialisée exclusivement dans l'import-import, brasse un argent fou. Une nouvelle classe de riches est née, qui soutiendrait ce régime quel qu'en soit le prix.

Des dizaines de milliers de jeunes chômeurs ont reçu des microcrédits dont ils savent qu'ils ne les rembourseront jamais. Et ainsi de suite. Il faut savoir que nous avons dépensé 900 milliards de dollars en douze années. De quoi propulser n'importe quelle république bananière au rang de pays développé. Sauf chez nous. Plus à cause de

l'incompétence que de la rapine.

Le reste de la population, qui se débat dans des problèmes insolubles, est totalement neutralisé. Les mécontents ne peuvent plus bouger, parce que leurs propres compatriotes, tous ceux qui ont ramassé les miettes, leur barreraient la route. C'est là tout leur drame, et c'est cela le nouveau visage du régime.

Nous en sommes là aujourd'hui ! La situation est gravissime, encore plus, à mon avis, que pendant les années de sang. Parce que la société algérienne est divisée maintenant, parce que c'est l'avenir de tout le pays qu'on tue, sous anesthésie générale.

La décennie rouge avait été provoquée à la suite d'un conflit pour le pouvoir entre deux groupes.

Dans les deux, il y avait autant de gens qui se battaient pour des convictions, que pour des considérations plus vénales.

Personnellement, au commencement de mes errements, je m'étais persuadé que j'étais un vrai sauveur de la république, que j'empêchais des forces rétrogrades de prendre possession de mon pays.

Je devins le glaive des convictions que je m'étais forgé, avant de devenir le tiroir-caisse de mon insatiable avidité. Ce fut un glissement imperceptible.

De la main droite du sauveur que je croyais être, je fauchais les vies des terroristes que j'avais moi-même créés, et des victimes utiles que j'avais moi-même désignées, dans le même temps que ma main gauche fouillait dans la poche du pays. Les multitudes étaient là, à mes pieds, informes et dépersonnalisées, et je n'avais plus que le loisir de choisir qui je frapperais, et qui je détrousserais.

Ce qui aurait dû m'inquiéter, et qui ne m'inquiéta pas, fut que sous la surface tourmentée et sanglante de mon propre être, les fonds étaient apaisés et froids, où nul remous ne se produisait.

Je dormais d'un sommeil tranquille et serein, après des journées de mort et de rapine. Mon sentiment était que je faisais mon travail, ou plutôt que j'accomplissais une œuvre titanesque, qui devait être réalisée sans état d'âme.

Les victimes de cette immense boucherie ne m'apparaissaient pas comme des êtres de chair et de sang. Juste de la matière à traiter, que je malaxais selon les exigences de l'heure.

J'ai lu de nombreux témoignages sur la tragédie, des articles de presse, des révélations d'officiers qui se sont révoltés contre nous, et qui ont livré aux opinions publiques des détails particulièrement compromettants pour nous. Mais tout cela, malgré la gravité des faits rapportés, reste très parcellaire, en comparaison avec ce qui s'est réellement passé. Nul ne peut imaginer toute la violence que nous avons déchaînée, ni les atrocités dont se sont rendus coupables nos agents. Parce que c'est tout simplement inimaginable. Personne, de toute façon, avec toute la bonne volonté du monde, et même si le régime pouvait disparaître, ne pourra dire ce qui s'est perpétré. Tout simplement parce que nos secrets sont très bien gardés, que les centres de décision, pour tout ce qui concerne la gestion de la violence sont innombrables, et que nos agents les mieux renseignés ne savent pas ce que font leurs propres collègues, dans des cercles différents. Une sorte de cloisonnement du carnage.

Ce que nous avons commis de crimes est bien plus grave que tout ce qui a été rapporté jusqu'à aujourd'hui, y compris par nos propres victimes.

Mais il y a autre chose, qui occulte un pan important de cette tragédie. Une dimension d'une importance décisive, manque à tous les constats qui ont été rendus publics.

Ils ont tous omis de dire que nous n'étions pas seuls.

On a souvent tendance, dans ce genre de situations, à désigner les concepteurs, et les décideurs de telles pratiques comme étant les seuls responsables. C'est très loin d'être le cas.

Il y a eu 350 000 morts, des centaines de milliers de personnes torturés avec la dernière sauvagerie, des dizaines de milliers d'exécutions sommaires, des milliers de personnes enlevées de chez-elles, où de la rue, un million de déplacés, des viols innombrables, des centaines d'infrastructures économiques dévastées.

Est-ce nous, les quelques généraux, qui avons, de nos mains, commis ce nombre effarant d'atrocités ?

Il ne faut pas être très perspicace pour comprendre qu'il a fallu un nombre tout aussi effarant d'exécutants. Tous issus de ce même peuple.

L'exécutant de tels crimes, celui qui a torturé et tué de ses propres mains, qui a enlevé, et qui a séquestré des hommes et des femmes, avant de se livrer sur eux à l'innommable, et qui y met souvent beaucoup d'enthousiasme, est-il moins coupable que ses chefs ?

Ne sait-on pas, ou feint-on d'ignorer que ces innombrables tueurs, tortionnaires, et violeurs, se sont impliqués dans ces crimes avec une ardeur qui confine au sadisme ?

Bien souvent, ils n'attendaient pas de recevoir des ordres pour se livrer à leurs penchants morbides.

Ils prenaient l'initiative, parfois jusqu'à monter de faux dossiers, pour des motifs qui n'avaient souvent rien à voir avec notre propre gestion du terrorisme.

Ce sont donc des dizaines de milliers d'Algériens, au bas mot, et à tous les niveaux de la hiérarchie, qui ont directement usé de cette violence contre les populations. Ce sont des gens issus des couches populaires les plus défavorisées, bien souvent. Ils vivaient au sein du peuple, dont ils sont issus, avant de s'en détacher, et de devenir des personnes aisées, souvent considérées, presque toujours hadjis à répétition.

Tous ces gens qui nous ont dénoncés n'ont pas dit assez fort que nombreux parmi nos compatriotes, viscéralement opposés à l'islamisme, ont béni, et salué, ces exactions comme autant d'actions salutaires. Ils se sont même spontanément mobilisés, pour nous faire rempart contre ceux qui nous accusaient, et ils ont même poussé leur zèle pour nos méthodes, jusqu' à accuser de harkis et d'ennemis de l'Algérie quiconque osait seulement réclamer une enquête indépendante. Ils savaient tous, pourtant, que toutes nos casernes, nos brigades de gendarmerie, nos commissariats, les locaux du DRS, et autres maisons de l'ogre, étaient autant de centres de torture et d'exécution. Presque personne ne l'ignorait.

Ceux-là se comptent en millions.

Sans les uns et les autres, sans les exécutants des basses œuvres, sans ces thuriféraires enthousiastes, sans ces foules bêlantes, jamais nous n'aurions pu provoquer une telle tragédie.

C'est une question que les Algériens devront se poser, s'ils veulent faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé.

Je ne me cherche pas d'excuses, puisque j'assume publiquement ce que j'ai commis, ni ne cherche à diluer mes responsabilités en les dispersant sur un grand nombre de complices, mais il n'est pas moins vrai que nous n'aurions jamais pu commettre un si vaste carnage, et un tel pillage, si nous n'avions pas disposé de la complicité active d'un nombre prodigieux de personnes, et de la passivité, que je préfère ne pas qualifier, de

presque tout le peuple algérien, les victimes exceptées. Et encore !

Je me rappelle bien de cette période où le FIS avait le vent en poupe. Il était à un doigt de prendre le pouvoir. Il a péché par excès d'assurance.

Il se croyait porté aux nues par les millions de gens enthousiasmés, qui accouraient à ses appels, pour occuper la rue, pour crier ses slogans, marcher au pas de l'oie, en jouant aux soldats d'Allah, en vociférant « Ni Charte, ni Constitution, Allah a dit, le Prophète a dit ! »

Les leaders du FIS étaient remontés à bloc.

Leur chef, dans un discours mémorable, nous a même publiquement défié, et il nous a lancé son fameux : « Vos chars, nous les mangerons ! »

Ils étaient bien naïfs, ces chefs islamistes.

Ils ne voyaient pas que les foules hystériques qui accouraient à leurs appels, et qui buvaient leurs paroles, ne les suivaient que parce qu'elles étaient convaincus que le FIS allait l'emporter.

Lorsque les équilibres vacillèrent, pour enfin pencher de notre côté, ces multitudes disparurent comme par magie.

Elles s'étaient évaporées.

Les visages glabres revinrent à la mode.

Le FIS découvrit l'ampleur de la défection, lorsqu'il vit que ses appels au peuple, pour descendre dans la rue, et défendre son choix électoral demeuraient sans écho.

Les foules qui marchaient au pas de l'oie, et qui s'apprêtaient à manger du char au petit déjeuner, étaient aux abonnés absents. Le FIS était seul désormais, désespérément seul.

Ses partisans braillards s'étaient brusquement détournés de lui. Parce qu'ils venaient de découvrir qu'il ne prendrait pas le pouvoir.

C'est cela le grand drame de l'Algérie, je crois.

Un peuple qui n'est plus un. Un peuple qui s'est transformé en individus disparates, chacun pour soi, et chacun contre tous, sauf contre les plus forts.

C'est la jungle, sans les règles de la jungle.

J'ai rencontré un jour un grand Monsieur de Mascara, qui a participé à la guerre de libération du premier au dernier jour, et qui s'est retiré sans demander son reste, lorsque l'indépendance vint.

Déçu par la tournure prise par les événements après l'indépendance, il afficha sur son visage une mine amère et désabusée qui ne le quitta plus. Et tout grand baron que j'étais, moi qui fait trembler les hommes par ma seule présence, ou à la seule évocation de mon nom, il me regarda des pieds à la tête, en faisant une mine encore plus dégoutée. Comme nous parlions de choses et d'autres, il m'asséna cette terrible sentence : « Vous vous comportez comme des cigognes au pays des grenouilles. Parce qu'il n'y a plus de peuple, mais une grosse foule qui vient coasser à vos pieds. » Et il s'en alla, avec un mépris dans le regard, et jusqu'à la commissure des lèvres, qu'il portait comme un étendard.

Si tous les Algériens avaient été faits de ce bois-là, l'Algérie n'aurait pas été ce qu'elle est aujourd'hui, et aucune junte, ni aucune force, n'aurait pu la ravalier au cloaque où elle patauge avec délice.

J'aime aussi à évoquer le souvenir d'un autre homme, aujourd'hui décédé et tombé dans l'oubli. Le Docteur Mohamed-Lamine Debaghine.

Il est mort dans l'ingratitude de ses compatriotes.

Un homme exceptionnel, comme l'histoire n'en fait que quelques uns par génération, et qui pourtant à été jeté dans les oubliettes, sans que ses compatriotes n'aient pour lui ne serait-ce qu'une pensée.

De tous les combattants de la liberté qui ont survécu à la guerre de libération, dont rares sont restés dignes de respect, et qui ont été, eux aussi enfouis sous les cendres de l'oubli, j'ai toujours eu une admiration infinie pour cet homme.

Politicien de haute tenue, il a été de tous les combats, y compris au sein même du Parlement français, dont il a été un brillant député.

Il a été le premier, dans les années 40, à prononcer le mot indépendance. Une hérésie pour l'époque, y compris pour le mouvement national.

Médecin de formation, polyglotte et imprégné d'une immense culture, il avait le seul défaut de ne jamais céder à la médiocrité, et à la fourberie politicienne.

Lorsque la guerre éclata, il se dévoua corps et âme pour la libération de son pays. Son engagement, et son intransigeance lui valurent des ennemis mortels, et il faillit être assassiné à plusieurs reprises, par les salonards et les embusqués de la révolution.

Il portait à son peuple un amour passionné.

Un jour, en plein public, il gifla violemment un notable local qui avait prononcé le mot populace.

A l'indépendance, il a été nommé Ministre des Finances, dans le premier Gouvernement algérien. Il n'y fit pas long feu. Sa rigueur et son patriotisme pointilleux ne lui laisseront pas d'autre choix que de se plier à l'ignominie rampante, ou se résigner à la démission. Il se retira.

Lui, le fils de Cherchell la maritime alla se réfugier dans la terrestre, et très terre à terre El Eulma, qu'il connaissait bien. Il y ouvrit un cabinet médical ; il s'y consacra à ses patients, et à de nombreuses activités de solidarité, au profit des nécessiteux.

Mais la confiscation de l'indépendance, et la lente déchéance, qui allait pervertir tout ce pour quoi il s'était battu, l'incita à se recroqueviller encore plus sur lui-même, sur ses rêves d'une Algérie libérée. Il sortait de moins en moins de chez lui, puis en arriva à n'ouvrir son cabinet que lorsqu'il avait besoin de subvenir à ses modestes besoins.

Il ne recevait plus personne, et ne sortait que pour aller faire quelques provisions, ou acheter des livres. Il était devenu une sorte d'ermite. Jusqu'à sa mort, dans l'anonymat le plus intégral.

On m'a raconté qu'il avait fini par ne plus recevoir qui que ce soit, parce qu'il ne voulait pas parler du sujet qui lui faisait très mal. Il avait admis, en son for intérieur, que son peuple, ce peuple algérien qu'il avait tant aimé était devenu une foule ignoble.

Il emporta sa désillusion avec lui, sans un seul murmure.

On me rapporta aussi, qu'un autre de ces hommes vrais et forts, le Cheikh El Ibrahim, devant une scène populaire qui l'avait choqué avait dit ceci : « Que dire d'un peuple qui s'attroupe au son d'une zorna et qu'une matraque de policier disperse comme autant de moutons ? »

Malek Benabi, un intellectuel de haute volée, qui avait été frappé par la passivité de ses compatriotes, et leur penchant massif à se soumettre au plus fort, avait initié une théorie nouvelle, qui fit couler beaucoup d'encre, et qui lui valut d'être jeté en pâture à ces mêmes gens qu'il tentait de réveiller de leur indigne mollesse devant l'oppression.

Il avait donc parlé de colonisabilité. Un concept qui n'était pas aussi nouveau qu'on le dit,

en fait, puisque Frantz Fanon, avant lui, avait évoqué celui du complexe de dépendance.

De façon concise, je crois que Benabi a pensé que les sociétés décadentes, en perdant leurs valeurs cardinales, deviennent des entités en état de déchéance structurelle qui agit comme un appel à l'oppression.

C'est tellement vrai pour moi, qui suis bien placé pour savoir que c'est la mentalité de victime qui suscite l'avènement du bourreau.

Une société attachée à sa liberté, à sa dignité, et qui a la conscience de sa force, de son état, dispose d'une capacité inconditionnée à se révolter contre l'abus.

Elle ne peut pas être dominée par une quelconque entité, qu'elle soit étrangère ou qu'elle émane d'elle-même.

Une société qui contient en elle ces ferments indicibles et inaltérables de la dignité et de la solidarité, ne peut accepter, par un état d'esprit ambiant, que quiconque soit broyé injustement par ceux qui gèrent la Cité, ni que quiconque puisse se servir de la force qu'elle lui confère, pour capter à son profit, et celui de son clan, les pouvoirs qui sont entre ses mains.

Si par malheur, la société ne réagit pas à la pénétration insidieuse d'une combinaison d'abus successifs, qui sont devenus autant de codes-barres de cette même société, autant d'attributs systémiques, alors cette société n'est plus un peuple, mais une foule nombreuse.

C'est cela que je voulais dire, en plus d'avouer mes crimes. Et c'est cela qui fera que rien ne changera, si ce peuple ne fait rien pour se secouer de l'ignoble compromission dans laquelle il se vautre.

Y-a-t-il plus significatif, pour toutes ces gens qui se réclament de l'Islam, et qui s'avalissent dans la soumission à des malfaiteurs, que cette citation du Coran ? : Dieu ne changera rien à l'état d'un peuple, s'il ne fait rien pour le changer lui-même !

L'origine vraie, du mal que ce peuple subit, n'est pas dans la nature du régime qui l'opprime, mais en lui-même. Dans ses propres abjections, dans ses lâchetés, dans l'égoïsme des individus qui le composent.

N'as-tu pas observé comme les Algériens, à chaque fois qu'ils constatent un abus ont tous une seule phrase à la bouche : « C'est un peuple ça ? » Tous disent la même chose de tous. Et chacun croit qu'étant seul, au milieu d'indifférents et de lâches, il ne peut rien faire.

As-tu vu comment nait au sein du peuple, lors de matches importants de football, cette adhésion enthousiaste des foules ?

Je me rappelle des matches qui ont opposé l'équipe algérienne à celle d'Egypte, lors des éliminatoires pour la coupe du monde de 2009.

Hormis l'allégresse des premiers jours d'indépendance, je n'ai jamais observé dans notre pays une telle allégresse, et une telle communion, autour d'un quelconque évènement.

Un vent de nationalisme exacerbé a soufflé sur tout le pays. Je voyais des gens rivés devant leur télévision, littéralement en transes.

Un enthousiasme sans nu autre pareil, où le tortionnaire et sa victime, le riche et le pauvre, les hommes et les femmes, les enfants et les personnes âgées, les pauvres et les riches, les Berbères et les Arabes, les gens de l'est et de l'ouest, du nord et du sud, et tous les gens qui campent habituellement dans des clivages de toute sorte, vibraient à l'unisson à ces moments où leur équipe jouait contre l'Egypte.

Ils s'étaient fondus en elle.

Ils la portaient aux nues lorsqu'elle brillait, et la vitupéraient d'un seul et même cri, lorsqu'elle déméritait.

Lorsqu'elle gagna enfin, des millions de gens, y compris des femmes, parmi les plus réservées, investirent la rue, pour hurler leur joie.

Je regardais le deuxième match, dans mon salon, en compagnie de plusieurs autres barons du régime qui s'étaient invités chez moi pour la circonstance. Et moi, qui devrais normalement me méfier de ces retrouvailles des Algériens les uns avec les autres, je me surpris moi-même à gambader comme un chevreau dans mon salon. Nous étions tous tombés dans les bras les uns des autres, et nous dansions une sorte de farandole pour débiles mentaux.

Je m'étais dit que si les Algériens avaient pu être portés par un même sentiment d'appartenance commune, pour des questions autrement plus graves, qui les concernent, et qui sont au cœur de leur destin, s'ils pouvaient se mobiliser de la même façon qu'ils l'avaient fait pour un match de football, ils n'en seraient pas là aujourd'hui.

Je ne veux pas faire dans le simplisme, ni dans l'angélisme, mais j'aime à imaginer ce que serait la situation des Algériens s'ils pouvaient s'enthousiasmer, pour la vie publique, comme ils le font pour un match. Le premier impact en serait que la haute délinquance, dans le sens où elle consiste à violer les lois qu'on a soi-même mises en place, en deviendrait marginale. Ceux qui la pratiquent s'en cacheraient, ils en auraient honte. Et elle ne serait plus ce qu'elle est aujourd'hui, pourvu qu'elle se drape des hautes charges de ses adeptes, où qu'elle se pare de galons. Elle serait regardée comme elle est réellement.

Un voleur qui use de ses fonctions pour voler des milliards serait plus stigmatisé que quelqu'un qui vole pour survivre.

Les plus méritants parmi les citoyens seraient considérés, tandis que les voyous galonnés seraient décriés, dénoncés, avilis.

Ceux qui prétendent à des charges électives se seraient investis de plus de responsabilité que d'honneurs et de privilèges, et ceux qui les élisent ne craindraient pas de leur demander des comptes, dans un sursaut au moins égal à celui qui les a fait vibrer pour un match.

Mais ce n'est malheureusement pas comme ça que ça se passe. Les foules continueront à s'enflammer pour un match, et passeront toujours à côté de leurs vrais devoirs d'hommes et de citoyens. C'est bien pour cela qu'un régime comme le mien existe, et non pas le contraire. C'est la lâcheté des peuples qui appelle à l'avènement des despotes. Aucun despote, ni aucune force au monde, ne peut opprimer un peuple lucide, digne et fier. J'ai été un vrommel odieux, un rapace, un pillard, mais je n'ai jamais rencontré dans le regard de mes compatriotes que bienveillance, admiration, voire même soumission. Plus je me vautre dans l'ignoble, et plus j'étais respecté. Comme si les gens qui s'aplatissaient devant ma grandeur cherchaient à me dire que j'étais dans le vrai, dans la seule attitude digne de respect. Au moment où ils écrasent les gens dignes de leur mépris.

Je continue à ce jour à me poser les mêmes questions. Qu'est-ce qui fait ainsi s'unir tout un peuple pour un match de football ? Et pourquoi est-il dans la plus totale incapacité d'entrer dans une même adhésion pour son propre devenir ? Quels sont ces ressorts cachés, qui dressent tout un peuple dans un même engagement, dans une identification commune, à une couleur de maillot ? Et pourquoi les mêmes mécanismes n'ont pas les mêmes effets pour des motivations supérieures ?

C'est réellement une énigme pour moi. Je constate seulement que les peuples amollis, qui



se complaisent dans l'ornière, sont incapables d'élans libérateurs et spontanés, d'une même intensité que pour un match de football. Il faut croire que les ressources du chauvinisme étriqué sont bien plus mobilisatrices que les aspirations à la dignité.

Les peuples comme le nôtre sont affectés par un mal profond. Ils ont été dépouillés du génie, et du courage qui fonde les nations.

Si par miracle pouvait survenir un événement qui libèrerait en un tournemain le peuple algérien de ses despotes, crois-tu que ce pays pourrait se relever enfin, se prendre en charge et marcher vers un destin démocratique ? Assurément non !

Il surgirait tout aussitôt de son propre sein un autre groupe qui prendrait le pouvoir, qui ferait des discours ronflants et patriotards, puis qui se hâterait de mettre en place d'autres façades institutionnelles, pour reprendre l'histoire où elle s'était interrompue.

Un clou chasserait l'autre, et ce serait rebelote. Sans l'ombre d'un doute.

Kadhafi et ses amis, lorsqu'ils avaient déposé l'ancien monarque, ont déclaré qu'ils voulaient libérer le peuple libyen de la servitude, et lui permettre d'accéder à la place qu'il mérite, dans le concert des nations, comme on dit dans ce genre de circonstances.

Ces putschistes étaient peut-être de bonne foi au début. Mais l'état mental, moral, civique et culturel dans lequel se trouvait la société libyenne est devenu, tout naturellement, le terreau propice à un nouveau despotisme.

La mentalité de victime a suscité l'avènement du bourreau, celle de peuple soumis et abêti à suscité l'émergence de l'opresseur.

Kadhafi a fini par prendre la totalité du pouvoir, et il a enfoncé les Libyens dans les abysses de la déchéance humaine. Dans un état infiniment plus dégradant que sous la monarchie.

Or, il est survenu dans la situation de ce peuple un événement inespéré. Non pas un miracle, mais un concours de circonstances, dont les petits calculs de forces supranationales qui avaient décidé de changer la configuration politique du pays.

Il en a résulté que le despote a fini lynché par ce même peuple qu'il avait transformé en brutes épaisses. Après quarante deux années d'oppression.

Dans leur immense majorité les Libyens ont exulté. Ils croyaient la liberté, dont la majeure partie de la population n'avait même pas la notion la plus élémentaire, enfin reconquise, gagnée de haute lutte.

Ce ne fut pas le cas. Loin s'en faut ! Parce que l'essentiel n'y était pas. Parce que ce peuple demeure ce que le régime Kadhafi en a fait. Une ruche désertée de ses abeilles. Et de cet esprit insaisissable qui la fonde.

Aujourd'hui, en Lybie, c'est une lutte féroce entre diverses mouvances, pour la conquête du pouvoir.

Les uns se servent de l'islam, les autres de la démocratie, d'autres enfin du régionalisme.

Mais toutes convergent vers un même but : Prendre le contrôle sur la multitude, au mieux pour un idéal qui n'a pas les moyens de ses ambitions. Et il est tout à fait plausible qu'il existe au sein de ces forces qui s'affrontent des gens sincères. Mais parce qu'ils ne se meuvent pas dans un esprit de ruche, ils changeront avec la prise et l'exercice du pouvoir.

Ils seront incités, peut-être à leur propre insu, par une soumission de leur propre peuple, à devenir des despotes.

L'absence de conscience collective crée les conditions qui changent la situation par une autre, identique, ou pire.

Je crois personnellement, et je ne le redirais jamais assez, que pour ce qui concerne notre pays, le salut ne peut venir que d'un bouleversement culturel. Il faudrait, pour mettre fin à cette ruine sociale systémique, que de jeunes leaders puissent provoquer une lame de fond, qui aille lever des aspirations oubliées, des fonds envasés de notre conscience collective. Comme ce fut le cas au lendemain de l'indépendance.

Mais la première chose à entreprendre, avant même que de songer à nourrir les gens, est de cultiver l'esprit de la ruche au sein du peuple, à lui faire sentir qu'il peut être porté par une aspiration collective à la dignité, que nul ne lui fait de cadeau, que ce pays est le sien, qu'il en est le maître incontestable, et qu'il est lui-même comptable de ce qui adviendra à son pays, en bien comme en mal, de la même manière qu'il a sa part de responsabilité dans tout ce qui advient sur toute la surface du globe.

Si ce déclic se produit, s'il se trouve suffisamment de gens jeunes, sincères et intransigeants pour prendre la direction de la révolution, car c'en serait une, il faudrait entreprendre alors le grand ménage culturel, élever le niveau civique et politique des citoyens, leur inculquer suffisamment de connaissances, et de conscience, pour qu'ils se sentent investis d'une responsabilité collective autant qu'elle sera individuelle.

Pour parler simple, c'est d'une thérapie laborieuse de groupe, étendue à tout un peuple, qu'il sera question.

Il ne s'agira rien de moins que de ressusciter ce qui est mort en ces foules hébétées. Pour qu'elles soient habitées par ces enthousiasmes collectifs et admirables, non pas pour un match contre l'Egypte, mais pour s'élever et se maintenir au rang d'hommes et de femmes dignes.

A ce moment là, et seulement à ce moment là, les Algériens pourront peut-être entreprendre la longue et périlleuse route du changement, parce qu'ils seront forts de leur peuple, qu'ils seront tenus les uns aux autres par un ciment que nul ne peut défaire. Ceux qui émergeront à leur tête les serviront, plutôt qu'ils ne pencheront à se sustenter sur leur dos. Il naîtra en leur sein l'aspiration qui fonde les peuples, celle de la dignité humaine, de la solidarité, dans un destin commun.

Il ne fait pas de doute, dans mon esprit, que les Algériens ne sont pas prêts, qu'ils sont incapables de se libérer, et encore moins de fonder un Etat réellement démocratique.

Ils sont dans le même état que la plupart des peuples dans le monde, dans une situation pire ou meilleure, mais tout aussi grave.

Comme en Libye, des circonstances diverses pourraient provoquer des soulèvements, voire une véritable insurrection. Mais les lendemains n'en seront malheureusement pas plus prometteurs. Pour les raisons que j'ai tenté d'expliquer, et même si les gens qui tiennent ce pays sous leur domination pouvaient en être chassés demain, jusqu'au dernier, ceux qui appellent au changement et à l'avènement d'un Etat de Droit ne devraient pas se réjouir trop vite, parce que le problème, le vrai, celui qu'il faudra absolument résoudre, ne se trouve pas dans la nature du régime, ni même dans la nuisance de ses membres, mais dans l'apathie de la société, dans son incapacité à créer une cohésion, des valeurs communes à tous, sans aucune exception.

Seule une renaissance culturelle et civique pourrait permettre à ce peuple de ne pas mourir, d'envisager son destin sous un autre angle, se préparer à la grande aventure humaine qui l'attend.

Si de grandes civilisations et des nations autrement plus solides, fondées sur des valeurs éprouvées, ont été éclipsées par la marche de l'histoire, et qu'elles ont disparu, pourquoi un pays comme le nôtre, qui n'est plus rien d'autre qu'un territoire peuplé de foules disparates, prises en otage par une médiocratie prédatrice, pourrait-il survivre à tant de

défis ?

Comment un pays qui n'est pas capable de produire la moindre richesse, si ce n'est celle que les autres extraient pour lui, de son propre sous-sol, pourrait-il rester tel qu'il est, en ces temps terribles qui ont vu la disparition de tant de vieilles nations ?

Les uns pourraient me rétorquer, comme ils l'affirment dans leurs discours, et dans leurs projets de société, que l'islam est la solution. D'autres que le salut ne vient que de la laïcité, et d'autres enfin que du fédéralisme, sur la base des appartenances ethniques.

Je crois que toutes ces panacées, et d'autres encore, même si elles sont radicalement appliquées au problème, ne resteront, dans le meilleur des cas, que des placebos.

Elles dureront ce que durera l'euphorie, ou la démagogie, de leurs adeptes respectifs.

En l'état, de toute façon, ces projets de société, même s'ils pouvaient représenter une alternative à ce qui existe n'ont que peu de chances de s'imposer sur le terrain, dans ce pays qui ne se cherche même pas.

En Algérie, le risque d'entrer dans un cycle d'affrontement est très grand.

Nous avons réussi à créer autour de nous, en cercles concentriques, des catégories nombreuses de la population. Nous en avons fait des alliés naturels. Des complices !

Ils sont des millions de gens à profiter de notre organisation. Tous mangent au râtelier, plus ou moins. Depuis ceux qui gagnent des milliards de dollars jusqu'à ceux qui ont reçu une part du gâteau, et qui continuent d'espérer des miettes. Sans oublier le demi-million de membres des forces de sécurité, dont nous avons augmenté les salaires, et que nous avons gavé de privilèges.

Tous ces gens rallieront massivement le régime, leur pater familias.

Dans leur esprit, la vraie vie est celle qu'ils ont la chance de vivre. Ils ont été conditionnés de telle façon qu'ils ne peuvent apprécier le luxe de leur résidence que s'ils savent que des gens nichent dans des taudis. Le bonheur que leur procure leur argent vient de satisfactions mauvaises. Ils sont rassurés de savoir qu'ils se sont libérés de la misère et de l'incertitude des lendemains, mais pour cela ils ont besoin de sentir que les autres n'y ont pas réussi. Qu'ils sont toujours dans le caniveau.

Ce sentiment odieux a élu domicile dans le cœur de ces millions de profiteurs.

Ils s'opposeront de toutes leurs forces à la révolution.

Ils seront du côté du manche.

Il sera très difficile pour les révolutionnaires de ne pas se laisser entraîner dans la violence, parce que tout sera fait pour les y contraindre.

Mais il y a un facteur que le régime craint et appréhende plus que tout. La mobilisation de la jeunesse par le biais des réseaux sociaux. Ce n'est pas pour rien que le DRS et la DGSN ont mis en place des équipes d'informaticiens, dont le seul boulot consiste à parasiter l'action des opposants politiques qui tentent de se faire entendre via le net. Les gens du régime qui infestent la toile se comptent en milliers. Ils se présentent sous de multiples facettes, hommes, femmes, islamistes, progressistes, berbéristes, et j'en passe. Ils sont plus vrais que nature, puisque de toute façon ils sont des agents éprouvés, qui ont déjà fait leurs preuves.

C'est pour cela que la conquête des réseaux sociaux est primordiale. Si les opposants parviennent à s'y organiser, et à convaincre la jeunesse qu'ils sont parasités par des agents du régime, alors le régime aura raison d'avoir peur.

Les Algériens disposent aujourd'hui de la possibilité de communiquer entre eux. Le

problème de la distance n'existe plus, ni celui des autorisations de se réunir.

Les nouvelles technologies de l'information permettent à chacun de se téléporter dans n'importe quel endroit du globe, de diffuser un scoop, de le recevoir avant qu'il soit annoncé par la presse ordinaire, de faire des conférences avec plusieurs personnes en même temps, chacune dans son coin du pays ou de la diaspora.

Cet outil, s'il est bien utilisé, servira la révolution d'une façon aussi efficace qu'elle sera fulgurante.

Le peuple algérien est une foule conditionnée pour fonctionner comme elle le fait présentement.

Elle pense comme on le lui dicte.

Elle est pétrie de valeurs à l'emporte-pièce.

Elle a des besoins qu'on lui a injectés.

Elle marche toujours du côté qu'on lui indique, et adopte les attitudes moutonnières les plus hallucinantes qu'on lui bidouille. « Jich, chaab, maak ya flène... »

On lui a suggéré de marcher sur la tête, et elle l'a fait sans se poser plus de questions, puisqu'elle dévaste son propre pays, et qu'elle assiste sans broncher à l'irréversible compromission de son propre avenir, celui des générations futures.

Ce ne sera que par une vraie refondation culturelle, entreprise par une jeunesse progressiste et déterminée, dans une nouvelle configuration des esprits, que les révolutionnaires algériens pourront libérer leur pays.

Ils ne pourront pas se libérer s'ils croient qu'il leur suffira de chasser le régime actuel. Un autre régime, tout aussi prédateur, même s'il semblera différent, surgira tout aussitôt de leur propre sein.

Les deux conditions pour la libération totale se cristalliseront bientôt : La prise de conscience et l'union des esclaves.

Ce sont les hommes et des femmes libres, seront à l'avant-garde de leur société, que viendra le changement. Cette avant-garde aura forcément des convictions humanistes, parce que ce sera la seule voie de salut.

Ce ne sera pas une idéologie, ni une mouvance religieuse, ni un dogme qu'on aura imprégné de discours dialectiques, ni même une idée à la mode, mais un chemin dans lequel on s'engage par nécessité absolue, pour une question de vie ou de mort, qui sera d'autant plus évident qu'il mènera les hommes vers des lendemains meilleurs pour tous.

La société algérienne ne discerne pas encore le vrai du faux. Une élite, mais une élite composée de millions d'hommes et de femmes, l'éveillera bientôt à sa propre dignité, à la compréhension des mécanismes qui la maintiennent dans un état de servitude, au nom de valeurs tronquées, de postulats truquées.

La libération du pays est à portée de main, de la même manière que l'irréversible disparition de la nation sera inéluctable si rien n'est entrepris pour chasser ce régime, et refonder la nation, sur les valeurs de ceux qui l'ont libérée, qui ont été assassinés par ce régime, qui ont été pourchassés, réduits au silence, ou encore pire, comme ce fut malheureusement le cas de nombreux authentiques révolutionnaires, achetés à vil prix, pour servir de façade honorable à des embusqués et des crapules qui ont mis tout le pas sous le boisseau, qui ont en fait leur propriété privée.

Pour ma part, je reconnais, haut et clair, que j'ai fait partie de cette mafocratie qu'est le régime algérien, que j'ai eu une immense responsabilité dans les carnages et la

dévastation qui ont eu lieu durant la décennie rouge, et au pillage des ressources qui continue à ce jour de se commettre, à une échelle que personne ne pourra imaginer. Nous avons fait un massacre, de centaines de milliers de personnes, nous avons volé des centaines de milliards de dollars, que nous avons placés à l'étranger, que nous jouons dans des fonds d'investissements spéculatifs, que nous plaçons dans des paradis fiscaux. Nous avons irrémédiablement corrompu l'âme algérienne, nous avons laminé toutes les valeurs ancestrales de ce peuple. Nous sommes des criminels de la pire espèce, et tous ceux qui nous servent, qui nous défendent, contre les hommes et les femmes d'honneur qui nous dénoncent, sont autant de traîtres à la nation. Ils sont encore plus détestables, et plus exécrables que le plus nocif parmi nous. Parce qu'ils sont notre meilleur paravent, celui qui nous permet de vampiriser tout un peuple à huis-clos.

Je reste anonyme pour le moment. Bientôt paraîtront de nombreux dossiers, avec des détails qui surprendront l'humanité entière.

Je regrette mes crimes. Je ne demande même pas pardon, parce que mes crimes sont impardonnables. De toutes les façons, l'inéluctable est à ma porte. Je dois bientôt comparaître devant le juge suprême. Puisse cette confession plaider pour moi.

**Général-major X**